



LEXIQUE

Diaspora	GUN avec le RPT ? On en sait que de trop	2010.05.19
Diaspora	AGBETO DA YIBO (homme aux cheveux noirs)	2010.05.20
Economie	UEMOA - Togo-Telecoms : Etisalat étale sa puissance	2010.05.21
Economie	Togo : La BM approuve un Troisième Don pour la relance économique et la gouvernance	2010.05.21
Enfance	Le Togo restructure les procédures d'adoption	2010.05.21
Politique	Les Européens au rapport	2010.05.22
Politique	Africom, l'armée et la légalité	2010.05.20
Politique	Gilchrist OLYMPIO piétine la mémoire des martyrs pour le plaisir des bourreaux du RPT	2010.05.22
Politique	Vers la levée de l'immunité parlementaire de Patrick Lawson : Une stratégie du duo Gilchrist-Faure	2010.05.22
Politique	L'Incandescence du Peuple togolais	2010.05.22
Politique	Difficile constitution du G.L.O : Faure Gnassingbé à bout de patience	2010.05.21
Politique	Patrick Lawson bientôt devant le tribunal	2010.05.21
Politique	Formation du gouvernement HOUNGBO II : L'UFC entre avec 7 (SEPT) portefeuilles	2010.05.21
Sécurité	La styliste Mame Faguèye Bâ « enlevée » au Togo a été retrouvée	2010.05.21
Coopération	Solidarité GARGES-LÈS-GONESSE Elle va gérer un dispensaire au Togo	2010.05.21



Diaspora GUN avec le RPT ? On en sait que de trop



Le jour où le Togo va se normaliser, il ne sera pas exagéré de voter une loi interdisant le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) pour une période de cinquante ans. Ce parti a été particulièrement meurtrier et ruineux pour la société togolaise que personne ne crierait au scandale.

Chronique de Kodjo Epou

A défaut d'aboutir à la formation d'un GUN consenti avec l'opposition, le RPT emprunte ses détours habituels de petits arrangements avec les maillons faibles. Les champions de la manipulation sont allés piocher dans les entrailles de l'OBUTS, après avoir tenté, sans succès, de créer des failles au sein de la coalition FRAC-OBUTS. Indubitablement, le "Togo des Gnassingbé" s'achemine, encore, vers un gouvernement brumeux composé de sombres individus professionnellement sans envergure et politiquement sans assise réelle, payés pour donner un semblant de reluisance à la mangeoire. On voit que le Togo n'a pas bougé de l'endroit où il était à la veille du scrutin du 4 mars.

La dernière marionnette qui s'est laissé entraîner dans une rébellion contre son leader, c'est Gaston Komla Vidada. Le pouvoir squelettique de Faure l'a trouvé à l'intérieur de l'OBUTS. L'opposant sans poigne ni conviction, dans une colère téléguidée, est allé vilipender, à la télévision, son leader Agbéyomé Kodjo pour son nîet à l'entrée de l'OBUTS au gouvernement Houngbo. On apprend que le texte lu sur les antennes nationales par le rebel artificiel a transité par le desk de Solitoki Essoh et le parapheur de la présidence. Ça ressemble d'ailleurs tellement au RPT qu'on n'en doute pas un seul instant.

Au même moment, les rumeurs qui font état de l'embarquement de certains membres de l'UFC à bord du train de l'horreur, avec la bénédiction de Gilchrist Olympio, prennent forme. Si ceci se produisait, ce sera de la pure abomination, un gâchis inquantifiable. Cela nécessitera que celui qui a passé toute sa carrière à ne compter que des morts dans ses rangs et au nom de qui beaucoup de sympathisants ont donné leurs vies s'explique, dans les moindres détails, sur les raisons de son retournement. Lorsqu'on déteste la paille, on ne va pas se coucher sur un lit de paille, dit l'adage éwé que n'ignore pas Gilchrist Olympio. C'est de la prostitution. Et, dans le cas d'espèce, c'est un coup de bambou dans le dos des combattants de la liberté, pour ne pas dire une trahison avec circonstances aggravantes. Ceux qui ont tenté par le passé de faire ménage avec le RPT dans un Gouvernement d'Union, non seulement qu'ils ont été réduits à servir de godillots au RPT qui possède tous les fléaux empêchant le bon fonctionnement d'un gouvernement de cohabitation, ils ont organisé leurs propres funérailles. Il est grand temps que les Togolais arrêtent de se confier au sahélien Blaise Compaoré. Autrement dit, c'est un plan sérieux de sortie de crise qu'il faut pour le Togo, plan qui devra nécessairement tenir compte d'une vérité jamais démentie, mais que le putschiste Burkinabé ne dit pas : On ne tisse pas la légalité au bout de l'illégalité. Ça se casse toujours. Si Faure Gnassingbé et les généraux qui l'ont grotesquement installé au pouvoir en 2005, à la disparition d'Eyadema, avaient eu un peu de respect pour notre peuple en laissant libre cours aux lois de la république, les données auraient été toute autres. Le président n'en serait pas à se démenier comme un beau diable avant de former un GUN et, ceux qu'il prétend diriger ne se déverseraient pas sous ses fenêtres, à raison de deux fois par semaine, pour conspuer son pouvoir comme le font le FRAC et l'OBUTS. On constate que Faure Gnassingbé s'est engagé sur une pente glissante. Le président a mal à la tête. Trop de prisonniers politiques - Kpatcha, son propre frère en est le plus gros et le plus encombrant - Trop de contestataires, à domicile et dans les capitales étrangères. Trop de "Non merci" à son GUN. Parce que les togolais n'ont pas oublié qu'il est venu au pouvoir en marchant dans une rivière de sueur, de sang et de larmes du peuple, sa bataille des cœurs a viré en désillusion et restera vaine. Deux élections présidentielles, deux défaites, deux faux serments, c'est déjà trop pour notre président qui court toujours derrière une légitimité qui, de plus en plus, s'éloigne et lui échappe. Que Gilchrist Olympio et les siens aillent au gouvernement, ils n'y feront rien. Ce qu'on aimerait peut-être savoir, c'est le montant du deal.

Kodjo Epou

Washington DC USA



Diaspora AGBETO DA YIBO (homme aux cheveux noirs)



C'est exprès que j'ai choisi pour cet article un titre dans une langue africaine (ici le mina), mais l'expression existe sûrement dans toutes nos langues. C'est pour bien montrer qu'il ne s'agit pas de décrire le regard que l'autre porte sur nous, mais celui que nous portons sur nous-mêmes et qui, dans certains cas, est plutôt négatif, parfois, sans que nous en ayons nous-mêmes conscience. Il est évident que l'autre, comme nous, n'est pas une entité unique au caractère, aux comportements et attitudes facilement généralisables ; il faut donc bien user de nuances pour ne pas tomber dans un jugement non-fondé.

Bien sûr que le Noir, pour se désigner lui-même possède un terme approprié, parfaitement neutre, ameyibo (en mina), mot composé du déterminé âme (être humain) et du déterminant yibo (noir). Mais, lorsqu'il dit agbeto da yibo, la composition, la synopsis, pour emprunter la terminologie aux linguistes, prend parfois une connotation plutôt péjorative et il y a lieu de se demander pourquoi. La couleur noire des cheveux est plus foncée que celle de la peau. Faut-il la rapprocher de l'obscurité, des ténèbres ? Et par une sorte de métonymie, le „recouvrant“ s'identifiant au „recouvert“, l'enveloppe se confondant avec ce qui est enveloppé, le cerveau serait-il aussi noir que les cheveux ? Dirait-on par exemple, qu'à la place du cerveau, l'homme noir posséderait juste une matière qui ressemble plutôt au goudron ou à une méduse noire, aussi noire que lourde, qui peine à se mouvoir, à changer ?

J'ai bien dit que je ne veux pas insister sur le regard que les autres portent sur nous, même si je sais, même s'il est évident, qu'une partie des „autres“ (peut-être une petite minorité, représentant les mondes de la politique, des médias, du métier des armes, de la littérature, de la science, des arts etc.) pense ainsi, c'est-à-dire, pense que la modernité est pour nous un milieu tellement étranger que nous peinons à y entrer, à y retrouver nos repères, exactement comme une méduse hors de l'eau.

Donc, je n'ai pas de critiques à adresser à ceux qui, nous regardant de l'extérieur (ou de haut) en concluent que ce qui nous convient en matière de régime politique par exemple, c'est la dictature et la force. Ni aux Charles Debbasch, Louis Michel, Robert Bourgi et compagnie, tous les Messieurs „Afrique“ du réseau Françafrique.

Mais, je m'intéresse plutôt à nous-mêmes : il n'est pas rare d'entendre dire de quelqu'un que son cœur ou son cerveau est aussi noir, aussi obscur que son visage ou ses cheveux, surtout quand il s'agit de quelqu'un qui a la peau, les cheveux et les gencives très foncés, qui en plus a des comportements méchants, retors, imprévisibles, diaboliques, malicieux. Autrement dit, aucune lumière n'existe en lui, pouvant éclairer ses sentiments, ses jugements et ses actes. D'où cela vient-il ?

Faut-il prendre pour une simple boutade, donc relevant de l'ironie, la phrase célèbre de Montesquieu, au sujet des esclaves noirs : „Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre“ ? Supposons que ce soit simplement de l'humour, que personne ne réfléchisse ainsi, pas même les négriers les plus cyniques, pas même les racistes les plus endurcis (j'allais dire les plus stupides).

Cette haine et ce mépris de nous-mêmes, nous les aurions donc inventés tout seuls ! Voilà au moins des inventions à notre actif ! Eh bien, une fois cela découvert, je veux dire, une fois reconnu qu'à la place du cerveau nous n'avons qu'une matière, pas grise mais semblable à du goudron, il se justifie pleinement que nous ayons besoin, pour diriger ces cerveaux sans lumière pour réfléchir, choisir ce qui est bien pour nous-mêmes, d'un pouvoir fort, c'est-à-dire basé sur l'armée, sur la violence. Admettre en fait la loi du plus fort. Césaire, ce prophète de notre temps a bien su décrire la chose :

*„C'était un très bon Nègre,
la misère lui avait blessé poitrine et dos et on avait fourré dans sa pauvre cervelle qu'une fatalité pesait sur
lui qu'on ne prend pas au collet ; qu'il n'avait pas puissance sur son propre destin..."*

Cette loi du plus fort marche à merveille : elle avait fondé la traite négrière, elle avait fonctionné sous le joug colonial, elle avait été confirmée dans la période des coups d'Etat militaires, elle avait été prouvée par le règne des Foccart et des Bob Denard, et maintenant, elle est remise à l'honneur sous les dictatures de type héréditaire ou en tout cas dans la „tradition“ des chefs africains qui ne conçoivent pas l'idée qu'ils puissent céder le trône tant qu'ils sont vivants et au-delà, considèrent comme de droit de ne le céder qu'à leur descendance.

L'argument qui prévaut actuellement sous diverses formes est celui-ci : la loi du plus fort a le droit de demeurer ; on peut s'arranger pour que certains opposants en bénéficient de temps en temps, à condition que cela ne remette pas en cause le pouvoir lui-même. Cela serait (ou est) inhérent à la nature, à l'essence de l'homme noir, aux cheveux noirs qui, sous un autre régime, donnerait libre cours à ses propensions à l'anarchie, à l'indiscipline, à tous les désordres.

Dans le fond, en quoi cette théorie du pouvoir en Afrique est-elle différente de celle qui fondait l'apartheid dans l'Afrique du Sud des racistes ?

L'analogie n'est pas parfaite, mais dans les deux cas, il s'agit ni plus ni moins de faire fi de la volonté de la majorité de la population et de ne considérer que la nécessité d'éviter d'éventuels désordres (entendez remises en cause du droit héréditaire d'une minorité à dominer la majorité). Dans les deux cas, il s'agit d'inculquer à l'immense majorité de la population le sentiment de son impuissance, de son incapacité à décider de ce qui est bon pour elle, à lui faire accepter en fait qu'il n'y a en elle pas suffisamment de lumière pour se prendre en charge et se diriger elle-même, à lui faire avaler le mépris de soi qu'on lui impose de l'extérieur, que ce soit par l'intermédiaire du pouvoir raciste ou par celui du pouvoir dit fort, pour être plus précis, au Togo, le pouvoir clanique des Gnassingbé.

Au fait, sur quoi sont basés les deux types de pouvoir ? N'est-ce pas sur la capacité de répression violente ?

Mais il y a, heureusement, une autre conception de l'homme aux cheveux noirs, qui elle, est positive. En 1976, alors que nous préparions pour le Festival des Arts négro-africains de Lagos une pièce de théâtre, écrite précisément pour tourner en dérision les arguments sur lesquels l'apartheid prétendait se fonder, On joue la comédie, un homme, un de mes maîtres à penser, feu Hubert Kponton, avait composé une chanson pour accompagner le texte et le jeu :

„Agbeto meyibo

Agbeto da yibo

Afrika ne zu djadra nawo“

(Homme noir, homme aux cheveux noirs

Que l'Afrique devienne ta fierté).

La couleur noire n'est plus une tare, une malédiction, une justification de ce mépris de nous-mêmes, mais une démonstration et une célébration de nos capacités à secouer l'oppression quelle qu'elle soit, d'où qu'elle vienne et à prendre en main notre propre destinée.

Agbe da yibo (je répète que l'équivalent existe dans toutes les langues), cette autre idée de l'homme aux cheveux noirs, simplement homme devient un programme, une aspiration à la plénitude de la dignité humaine et une force qui ont permis aux Sud-Africains, de toutes „races“ d'ailleurs, d'avoir la lumière nécessaire pour comprendre que tous les peuples peuvent être gouvernés selon les principes démocratiques. Qu'ils y ont droit. Qu'est-ce à dire, sinon que nous devons refuser toute conception de la démocratie qui soit une démocratie au rabais, spécialement conçue pour les Noirs qui auraient forcément besoin d'un pouvoir fort, même illégitime pour les gouverner ?

Des hommes qui y croient ont toujours existé. En 1970, étudiants à l'université du Bénin (université de Lomé aujourd'hui) nous avons créé la troupe théâtrale Les Étoiles Noires. En 2010, le footballeur antillais Lilian Thuram a publié un livre qui porte presque exactement le même nom Mes étoiles noires, de Lucy à Barack Obama . Nul ne peut prétendre contribuer à maintenir vivante la lumière des étoiles noires si, d'une manière ou d'une autre, notamment en politique, il continue à traiter nos peuples comme s'ils avaient du goudron à la place du cerveau.

À l'heure de la lumière, de la lumière de toutes les étoiles noires, rouges, blanches, jaunes... accepter, soit par lâcheté, soit par compromission pour un intérêt quelconque que des hommes (ayant peut-être une méduse à la place du cerveau) que la majorité des citoyens n'a pas désignés à ces fonctions gouvernent un pays, relève simplement d'un mépris de soi inconscient peut-être, mais bien réel. Pour paraphraser, sans aucunement plaisanter, le philosophe des Lumières, ceux qui acceptent cette situation ont le cerveau si obscur, si amorphe qu'il est presque impossible de les plaindre.

L'attitude normale de toute autre conscience serait celle de la révolte. C'est encore à Césaire que nous ferons appel pour nous donner cette vision de la révolte que nous attendons de notre peuple togolais, de tous les peuples africains :

*„La négraille assise
inattendument debout
debout dans la cale
debout dans les cabines
debout sur le pont
debout dans le vent
debout sous le soleil
debout dans le sang
debout
et
libre“*

20 mai 2010

Sénouvo Agbota ZINSOU

**Economie UEMOA - Togo-Telecoms : Etisalat étale sa puissance**

(republicoftogo.com) - Jamal Al Jarwan (photo), le responsable des investissements internationaux du groupe de télécommunications émirati Etisalat, était l'un des speakers du Forum économique de Beyrouth qui s'est achevé jeudi soir.

M. Al Jarwan a précisé la stratégie de développement du groupe et les projets en cours dans la téléphonie mobile, avec l'introduction du 3.5G, et le haut débit. Etisalat est présent dans de nombreux pays ; aux Emirats, bien sûr, mais également au Pakistan, en Egypte, au Soudan, en Inde, en Indonésie et dans de très nombreux pays africains. En Afrique de l'Ouest, l'opérateur a pris le contrôle de Moov, cette filiale est notamment implantée au Bénin, au Burkina, au Gabon, au Niger et au Togo. Après une suspension de licence de près de cinq mois, Moov Togo a repris ses activités en janvier 2010. Jamal Al Jarwan n'a toutefois pas précisé si des innovations technologiques étaient envisagées sur son réseau togolais, le second en termes d'abonnés après Togo Cellulaire (public).

Publié le 21 mai 2010 à 19h29



Economie Togo : La BM approuve un Troisième Don pour la relance économique et la gouvernance

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé aujourd'hui un Troisième Don pour la Relance Économique et la Gouvernance (DREG-3) pour la République du Togo. Avec un engagement de 16,3 millions de dollars (environ 8,2 trillions de francs CFA), DREG-3 est l'une des opérations incluses dans la Note de Stratégie Intermédiaire, développée par la Banque pour soutenir le Togo au cours de la période 2008-2010. Les politiques de réforme soutenues par DREG-3 s'alignent aussi sur le Programme de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (PSRP) du Togo, couvrant la période 2009-2011. Le montant accordé au DREG-3 inclut un financement du Crisis Response Window (CRW) de 4,3 millions de dollars, ajouté pour aider le pays à atténuer l'impact de la crise financière mondiale.

Comme dans le cas des dons précédents DREG-1 et DREG-2 (approuvés respectivement en mai 2008 et avril 2009), DREG-3 fournit un soutien budgétaire au gouvernement, et sera décaissé en une seule tranche. Son principal objectif est de soutenir les réformes économiques gouvernementales afin d'améliorer la gouvernance, la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques, ainsi que des réformes structurelles avancées, visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans des secteurs clés de l'économie, tels le phosphate, le coton et l'énergie.

Les réformes soutenues par l'opération sont essentielles pour permettre au gouvernement d'utiliser les ressources publiques de manière efficace et effective, afin de soutenir le redressement économique et social du pays. L'approbation de DREG-3 est basée sur une série d'actions antérieures entreprises par le gouvernement dans les secteurs suivants :

Élaboration et suivi du budget : publication trimestrielle des rapports d'exécution budgétaire de 2009 et soumission du projet de budget 2010 au Parlement avant la fin de 2009, avec un cadre de dépenses à moyen terme pour les deux ministères prioritaires (éducation et santé) ; dépenses à moyen terme pour les deux ministères prioritaires (éducation et santé) ;

exécution du budget : (i) disponibilité d'au moins 80 pour cent des subventions allouées aux activités de réduction de la pauvreté lors de l'autorisation des dépenses pour les ministères prioritaires, avant la fin du mois de février 2010, et des derniers 20 pour cent avant la fin d'octobre 2010 ; et (ii) installation et mise en place du système d'informations SIGFIP au Ministère des Finances ;

contrôles budgétaires : préparation et mise en oeuvre d'un manuel de procédures pour l'Inspection Générale des Finances et établissement et mise en place de la Cour des Comptes ;

marchés publics : établissement et mise en place de la Direction Générale des Marchés Publics, et création de commissions chargées d'effectuer des contrôles de passation des marchés publics ex - ante dans au moins cinq ministères prioritaires et le bureau municipal de Lomé ;

secteur du coton : préparation d'une évaluation des informations de gestion et du système de comptabilité analytique de la société de coton (NSCT1) et adoption du cadre réglementaire du secteur, en précisant les rôles, les responsabilités et obligations et les mécanismes pour rendre effective la représentation des producteurs au Conseil de la NSCT.

secteur du phosphate : adoption du cadre juridique et institutionnel avec l'objectif de devenir un candidat à l'ITIE2 et publication des résultats du rapprochement des revenus de 2008 générés par les ventes de phosphate, et des revenus perçus par le Trésor public cette année-l et

secteur de l'énergie : préparation d'un plan à échéance bien déterminée pour l'apurement des arriérés publics et para-publics à la compagnie nationale d'électricité (CEET3) et l'identification des mesures pour empêcher l'accumulation des arriérés dans le futur et (ii) apurement des arriérés de l'Etat et des dettes à la CEET.

Lors de l'approbation de DREG-3, Madani M. Tall, Directeur de la Banque mondiale pour le Togo, a félicité le gouvernement togolais de tous les efforts déployés pour la mise en œuvre des actions préalables à la nouvelle opération de soutien budgétaire. « Nous félicitons les autorités togolaises des efforts considérables entrepris pour réformer des secteurs clés de l'économie et pour les progrès faits jusque là. Nous croyons fermement que le nouveau programme aidera à poursuivre la mise en œuvre des réformes du pays, pour soutenir la relance économique et sociale, et aider à relever certains des défis institutionnels et économiques restants ». M. Tall a aussi encouragé le gouvernement à poursuivre et intensifier les réformes déjà commencées, afin d'atteindre, dans un futur proche, le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et bénéficier de l'annulation de sa dette multilatérale : « Le pays pourra alors mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre la croissance et réduire la pauvreté », a-t-il conclu.

DREG-3 est étroitement coordonné avec l'aide fournie au programme de réforme économique du Gouvernement à travers le don du Fonds Fiduciaire LICUS4 pour la relance économique et le réengagement international, l'initiative PPTE5 renforcée, le soutien budgétaire de la Banque Africaine de Développement, et le Programme FCE6 du Fonds Monétaire International (anciennement Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance). Le ministère togolais de l'Économie et des finances est responsable de la mise en œuvre du don

Vendredi, 21 Mai 2010



Enfance: Le Togo restructure les procédures d'adoption

La réforme sur les procédures d'adoption a été formalisée cette semaine afin d'enrayer le désordre qui régnait dans ce milieu. Avant cette réforme, les couples étaient confrontés à d'énormes difficultés et devaient passer par plusieurs structures, et on ne vérifiait pas toujours la moralité des couples adoptifs. Ce manquement engendre parfois de graves problèmes comme la maltraitance ou la pédophilie.

Désormais, les personnes désireuses d'adopter un enfant ont affaire à deux instances : le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées, et le Comité national d'adoption des enfants du Togo (CNAET). Un couple souhaitant adopter un enfant doit d'abord adresser une demande au Ministre de l'Action sociale, actuellement Mme Mémounatou Ibrahima. Si la demande est agréée par le ministre, ce dernier alerte le CNAET qui se prononce sur son opportunité. Le dispositif est plus allégé et peut-être plus efficace.

Pour permettre aux acteurs de s'approprier les contours de la nouvelle législation, le ministère de l'Action sociale en partenariat avec l'Ambassade de France et Terre des hommes (TDH), organise depuis mercredi un atelier de formation. Le séminaire-atelier est fait pour les participants de Lomé et de la Région Maritime. Un autre séminaire de formation aura lieu à la fin du mois à Kara, au Nord du pays.

Cet évènement, financé par la France pour un montant de 6.855.000 francs CFA, avec l'appui technique de la Fondation « Terre des Hommes– Togo », vise à sensibiliser les travailleurs sociaux aux nouvelles procédures d'adoption d'enfants mises en œuvre par le gouvernement togolais suite à l'adhésion du Togo à la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

Vendredi, 21 Mai 2010

Politique Les Européens au rapport



La mission d'observateurs présente pour les élections présidentielles du 4 mars dernier devrait présenter son rapport final samedi à Lomé.

Un rapport préliminaire avait été transmis au Parlement européen le 11 avril dernier dans lequel la validité du scrutin n'était pas remise en cause, mais il soulignait le manque de confiance entre la majorité et l'opposition.

« Lors des prochains scrutins, il faudra ramener la confiance entre les partis pour éviter les contestations », estime Michael Gahler, président de la délégation du Parlement européen présente à Lomé lors du scrutin.

L'élection présidentielle au Togo n'a pas été entachée de fraude, juge le député, mais la suspicion entre les deux camps laisse la porte ouverte à des contestations, même infondées.

La missions d'observation estime par ailleurs que la composition « trop politique » de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a empêché la prise de décisions par consensus.

Pour le député Louis Michel, également membre de la mission d'observation au Togo, le scrutin s'est déroulé dans la transparence avec certaines dispositions qui n'existent même pas dans les pays européens, comme l'affichage de la liste des électeurs à l'extérieur des bureaux de vote.

Revenant sur la polémique quant à l'impossibilité de transmettre les résultats par email via une connexion internet par satellite (Vsat), l'ancien Commissaire européen pense que rien ne vaut un comptage manuel réalisé en présence des représentants de l'ensemble des candidats. C'est ce qui a été fait au terme des opérations de vote.

En photo : José Manuel Garcia-Margallo Y Marfil (à droite) qui a dirigé la Mission d'observation au Togo

Publié le 22/05/2010



Le Commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique, ou Africom, a été créé pour coordonner les activités militaires américaines sur le continent africain.

Auparavant, trois commandements différents partageaient cette responsabilité. Avec la création de ce nouvel état-major, il n'y a plus qu'une seule organisation avec un commandement unifié qui gère l'ensemble des relations militaires entre les USA et les 53 pays du continent. Des manœuvres sont régulièrement organisées sur le terrain et les responsables d'Africom convient les responsables des armées africaines à des séminaires de formation réguliers.

Depuis mardi, Accra accueille « Africa military légal conférence », une conférence sur le thème « Armée et légalité » à laquelle 15 pays sont représentés, dont le Togo.

L'objectif de cette réunion est d'échanger les expériences et les points de vue pour tout ce qui concerne l'armée et le respect du droit.

A cet égard, le représentant des Forces armées togolaises (FAT) a expliqué la manière dont les FAT avaient opéré une profonde mutation depuis 2005 devenant une force au service des citoyens et prenant comme exemple tout le travail accompli par le génie militaire lors des inondations qui ont frappé le Togo ces derniers mois.

Publié le 20/05/2010



Politique Gilchrist OLYMPIO piétine la mémoire des martyrs pour le plaisir des bourreaux du RPT

Dans l'article « le dernier défi de Gilchrist : se ressaisir et sortir par la grande porte », publié dans notre édition du 22 mars 2010, nous attirions l'attention du président national de l'Union des Forces de Changement (UFC) sur les risques réels qu'il court en se faisant l'allié du pouvoir RPT. Deux mois plus tard, on constate que le fils de Sylvanus et de Dina reste dans sa logique de rapprochement gratuit. Des informations persistantes annoncent l'entrée au gouvernement de ses « amis » au moment où tous ses lieutenants, dans le cadre du FRAC, continuent de contester sans réserve la « victoire » de Faure Gnassingbé. Au sein des populations et des militants de son parti, c'est le branle-bas et les plus sévères parlent de mépris pour les martyrs.

Nouvelle stratégie ?

Depuis la mort de Eyadéma Gnassingbé, on ne peut réprimer le sentiment selon lequel Gilchrist Olympio semble avoir mis un trait rouge sur sa lutte politique au Togo. C'est comme si avec la mort d'Eyadéma, finit aussi sa lutte farouche et sans compromission pour l'instauration d'un véritable Etat de droit au Togo. Faure Gnassingbé, le fils biologique et politique du dictateur que M. Olympio a combattu toute sa vie, avec tous les risques, est devenu à ses yeux un interlocuteur crédible qu'il rencontre à tous les coins de rue, sans préalables ni conditions. Plusieurs rencontres ont ainsi été organisées entre les deux hommes sans qu'aucun résultat probant n'en ait découlé.

Mais cela n'a guère découragé M. Olympio qui court vers Faure Gnassingbé, encouragé par les présidents de la sous-région qui se présentent comme des médiateurs alors qu'ils sont en mission commandée pour le fils d'Eyadéma, pour parler et discuter avec lui, si ce ne sont des émissaires spéciaux qui sont dépêchés chez lui à Lomé ou à Paris. L'ouvrage a été remis sur le métier à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement de Hounghbo. Les bruits sont devenus des clameurs lorsque le mardi dernier, M. Olympio s'est retrouvé au palais de la présidence pour une audience chez le président dont la légitimité est vivement réfutée par ses lieutenants. Raison officielle : la participation de l'UFC audit gouvernement.

M. Olympio a-t-il changé de stratégie de lutte ? Pense-t-il maintenant qu'il faut aller à la mangeoire chez le RPT pour espérer lui prendre le pouvoir ? Ces questions méritent d'être posées, même si, a priori, tous les dévils mentaux qui circulent à Lomé peuvent prouver scientifiquement que la stratégie qui repose sur les réponses à ces questions est vouée à l'échec. A ce jeu, on peut se demander pourquoi alors M. Olympio avait-il soutenu l'exclusion cinq ans plus tôt des participationnistes tel Dosseh-Anyron ? On peut lui rappeler aussi que, comme il avait traité ses amis de l'opposition qui étaient allés au gouvernement d'union nationale en 2006 d'« alliés » du RPT, toutes les conditions seront réunies pour que lui à son tour soit présenté avec raison comme un « allié » des Gnassingbé. Sa « nouvelle stratégie » y incline, surtout que contrairement à 2006 où il y avait un accord politique qui justifiait rationnellement une participation à un gouvernement d'union, rien en 2010 ne l'autorise. Le refus du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) de Me Apevon en dit long.

Mépris et égoïsme

En envoyant des collaborateurs auprès de Gilbert Hounghbo pour les consultations, M. Olympio a montré un mépris innommable à ses lieutenants. Ces derniers qui représentent la réalité politique du parti dans le pays ont opposé une fin de non recevoir à l'invitation du Premier ministre. En tout mépris, M. Olympio les oublie, les relègue au rang de décor et engage le parti dans les discussions avec le RPT. Il est allé loin en se présentant pour une audience chez Faure Gnassingbé, le principal bénéficiaire du « gangstérisme électoral », selon le mot de François Boko, du 4 mars dernier. Plus tôt, il fait croire à ses lieutenants qu'il se rend à Accra ; on retrouvera ses traces à Ouagadougou chez Blaise Compaoré, le parrain du « gangstérisme

électoral ». Au vu de tous ces éléments, rien n'empêche de dire que M. Olympio a posé des actes graves qui sont un message de mépris envers le **Bureau politique de son parti**.

On ne peut pas comprendre, en effet, qu'après quarante ans de lutte politique, M. Olympio se rende coupable d'actes aussi légers et de décisions aussi aventureuses. Comment comprendre qu'un chef de parti qui est loin d'être un novice, foule aux pieds la ligne de conduite décidée par la majorité écrasante des membres du bureau politique ? Au sein du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), l'UFC lutte au quotidien pour acculer le RPT et le coincer au pied du mur. Ignorant, par méchanceté ou par leurre, ces actions dont on peut dire qu'elles sont sources d'insomnie pour Faure Gnassingbé et sa suite, M. Olympio est en train de remettre en cause la lutte en aidant le RPT à se tirer d'affaire puisqu'il exhibera fièrement la présence au gouvernement de citoyens se réclamant de l'UFC pour sonner le cor de la fin de la crise née du scrutin du 4 mars.

D'autres analyses conduisent à la conclusion que M. Olympio est manipulé par son égoïsme. Partant du fait que le président national de l'UFC n'a pas été candidat, non sans l'avoir voulu, qu'ensuite la constitution du FRAC n'est pas du tout son goût, les analyses indiquent que le problème de M. Olympio reste sa crainte d'être supplanté par Jean-Pierre Fabre qui a non seulement été candidat au scrutin du 4 mars mais revendique la victoire en organisant manifestations sur manifestations dans ce sens. La crainte de l'aura montante de Fabre, la volonté de préserver l'indépendance et la primauté de son parti, voilà les problèmes de M. Olympio avec en arrière-plan un égoïsme poussé. Dans cette logique, des observateurs de la politique nationale rappellent volontiers les dernières discussions de Ouagadougou et le voyage controversé à Abuja en 2005.

Effectivement, l'occasion des démarches controversées de Gilchrist Olympio a remis au goût du jour ces faits qui, selon ces observateurs, témoignent de la propension égoïste et égocentrique du président national de l'UFC. On indique que pour avoir obtenu des conditions d'éligibilité facilitant ou autorisant sa candidature à la présidentielle, M. Olympio aurait sacrifié tous les autres sujets de discussion. A l'époque, ses adversaires politiques n'avaient pas manqué de faire remarquer qu'on a sacrifié des éléments importants susceptibles de créer les conditions d'une véritable démocratie dans le pays sur l'autel de conditions d'éligibilité. De plus, on reproche à M. Olympio son voyage en solo à Abuja en 2005, après la mort d'Eyadéma, au moment où la rue était près de faire capituler le pouvoir RPT. D'aucuns pensent que si M. Olympio ne s'était pas cru investi de la mission d'aller parler seul au nom de l'opposition, en face de Faure Gnassingbé, les choses auraient pris une autre tournure. Aujourd'hui encore, M. Olympio montre ces regrettables défauts et lacunes en se comportant comme si l'UFC était l'héritage de son père.

Sabotage de la lutte, injure à la mémoire des martyrs

La nouvelle stratégie de Gilchrist Olympio ne pourra donner rien de probant. Il aura beau envoyer 7 ou 8 ministres au gouvernement, partager les préfectures et directions de sociétés d'Etat avec le RPT, le problème politique de l'alternance au pouvoir restera entier. Le moment venu, le RPT va sortir ses artilleries lourdes et perpétrer ses hold-up habituels, M. Olympio n'aura que ses yeux pour pleurer. Il n'y pourra rien dans ces conditions, à moins qu'il dise que sa nouvelle lutte est de faire profiter du bien public à ses « amis ».

N'importe comment, dans la situation actuelle, Gilchrist Olympio est en train de saboter la lutte du peuple togolais pour mettre fin au pouvoir du RPT et du clan Gnassingbé. Parce que ne regardant que lui-même et lui seul dans la lutte, il fait des choix qui sont contestés dans sa famille politique. Le pire, soulignent certains, c'est la mémoire de ces milliers de martyrs qui est ainsi piétinée. Que fait aujourd'hui Gilchrist Olympio de tous ceux qui, croyant à la noblesse et à la justesse de la lutte dont il était l'incarnation, ont donné leur vie pour l'aboutissement de cette lutte ? Quel sort réserve-t-il à ces milliers qui sont morts

parce qu'ayant voulu défendre les multiples victoires qu'ils lui ont donnée aux différents scrutins présidentiels ? Ne peut-on pas dire qu'il trahit leur engagement en se faisant la béquille d'un pouvoir en difficulté après le hold-up électoral du 4 mars ? La France, qu'elle soit de Sarkozy, de Chirac ou de Mitterrand, ne se permet jamais d'écart de conduite ni de langage dès qu'il s'agit du génocide des Juifs. Pour la simple raison que des Français sont juifs, le pays s'impose de respecter et de faire respecter la mémoire des six millions de Juifs brûlés et massacrés par les troupes d'Hitler. Pourquoi M. Olympio semble-t-il fouler aux pieds la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour que vienne la démocratie, pour qu'il puisse revenir au Togo en 1990 par exemple ?

M. Olympio est à un tournant décisif de sa carrière politique. Pour qu'elle se poursuive, elle aura besoin forcément de l'adhésion populaire. Peut-il se prévaloir aujourd'hui de cette adhésion ?

Samedi, 22 Mai 2010 05:13

Nima Zara

Source: le Correcteur



Politique Vers la levée de l'immunité parlementaire de Patrick

Lawson : Une stratégie du duo Gilchrist-Faure



Levée de l'immunité parlementaire de Patrick Lawson : Une stratégie du duo Gilchrist-Faure pour isoler Fabre et étouffer les mouvements de contestation La crise qui mine l'Union des Forces de Changement (UFC), le principal parti de l'opposition connaît de nouveaux rebondissements depuis la semaine dernière. En effet, alors que le noyau radical du parti dirigé par Jean-Pierre Fabre s'oppose catégoriquement à toute idée de participation à un gouvernement Houngbo, le président national Gilchrist Olympio a entamé la semaine dernière des négociations avec Faure Gnassingbé afin de faire entrer certains de ses collaborateurs dans le prochain gouvernement. C'est dans cette optique qu'il a rencontré lundi le président du Faso dans son palais à Ouaga 2000. Ce dernier l'aurait rassuré et encouragé dans cette démarche. De retour donc à Lomé, Gilchrist Olympio a eu un tête-à-tête avec Faure pour discuter des portefeuilles ministériels qui lui seront réservés. A l'issue de la rencontre, sept ministères auraient fait l'objet d'un accord. On parle du Tourisme, de la Communication, des Affaires Etrangères, du Sport, de l'Industrie et de l'Enseignement Supérieur.



Ainsi, pour étouffer le noyau dur, asseoir sa domination sur le parti et participer au gouvernement sans être handicapé, Gilchrist serait depuis un certain temps à la recherche de stratégie pour casser le FRAC. On l'a entendu plusieurs fois déclarer ne pas reconnaître le FRAC. Après plusieurs tentatives sans succès, le N°1 de l'UFC de mèche avec le pouvoir serait sur le point de sacrifier le premier vice-président de son parti, Patrick Lawson. « Grand stratège et très fin politicien, il est le soutien de taille de Jean-Pierre Fabre. Gilchrist et ses nouveaux amis savent très bien que lui seul est capable de déjouer le complot en cours d'élaboration. Ainsi, il faut arriver à tout pris à le neutraliser. Cela permettra d'accroître la pression et isoler Fabre. C'est le plan qu'ils sont en train d'exécuter mais nous, on a le peuple derrière nous. Ils ne réussiront jamais le coup », a déclaré un membre du bureau national du parti.

C'est dans ce contexte que le procureur de la République, Robert Bakaï est allé ressusciter le dossier (UFC-Gendarmerie nationale) pour demander la levée de l'immunité parlementaire du député. En effet, dans une déclaration rendue publique le 15 avril, l'UFC et son Premier vice-président Patrick Lawson, ont dénoncé les forces de la FOSEP, qui sont entrées par effraction au siège de l'UFC à Bè-Lomnava sans mandat de perquisition. Le parti les a accusées d'avoir emporté 22,5 millions CFA, du matériel de sonorisation et des ordinateurs et d'avoir opéré des attouchements vaginaux sur certaines femmes militantes de l'UFC. La gendarmerie nationale par la voix du lieutenant-colonel Damehane Yark a, dans la foulée réfuté ces informations. De l'avis de plusieurs observateurs, le fait de ressusciter ce dossier en ce moment même où l'entrée de l'UFC au gouvernement alimente les tensions au sein du parti est une preuve palpable de la présence de la main de Gilchrist Olympio derrière cette affaire. « Connaissant bien la complicité qui existait entre les deux hommes, Gilchrist Olympio ne peut rien négocier avec le pouvoir au moment où ce dernier est en train de poursuivre Patrick Lawson. Mais s'il le fait, c'est qu'il cherche à le sacrifier. Mais nous ne nous laisserons pas faire », a déclaré un autre responsable du parti. Mais la grande interrogation est de savoir si l'entrée de Gilchrist Olympio et compagnie dans un gouvernement RPT dans ces conditions permettra réellement de recoudre le tissu social togolais qui est aujourd'hui plus que déchiré ?

Samedi, 22 Mai 2010 04:53

Olivier GLAKPE

Source: Le Correcteur*



Politique L'Incandescence du Peuple togolais

1/ Une situation politique intenable au Togo :



Le soutien financier de l'Union européenne octroyé au gouvernement sortant du Togo pour l'organisation de l'élection présidentielle du 04 mars 2010 et la violence armée par le biais de la Force Sécurité Election Présidentielle 2010 (FOSEP) s'est révélé être un levier répressif aux mains d'un pouvoir sortant qui a dévoyé la finalité du soutien européen.

Les togolaises et togolais ont rencontré de multiples obstacles pour faire émerger la vérité des urnes et le choix véritable qu'exprimait leur suffrage. Tout sauf Faure Gnassingbé ! En effet après plus de quarante ans de joug familial sur ce pays de 56 000 km², le peuple a exprimé une nouvelle fois sa volonté redondante pour le changement.

Pourtant la dictature togolaise telle « le pus sur une blessure » a modifié unilatéralement les objectifs initiaux sur une base partisane avec comme conséquence : des atteintes graves aux droits humains et la limitation des libertés, alors qu'elles sont autorisées par la Constitution du pays.

2/Les multiples fractures togolaises : l'atèle populaire :

L'impossibilité technique de vérifier les bulletins de vote et donc de confirmer les résultats, des irrégularités graves en matière électorale, telles que constatées par la Mission d'Observation électorale de l'U.E. devraient conduire à une invalidation immédiate du scrutin. Ceci est la première fracture.

Une page s'est tournée aussi au niveau de l'opposition togolaise en la personne de Gylchrist OLYMPIO, leader charismatique contre le régime Gnassingbé qui assassina le premier président élu démocratiquement en Afrique en 1963 : son propre père Sylvanus ; En effet, se défaussant lors du dépôt de sa candidature à l'élection pour un accident imaginaire ? Ne reconnaissant pas la candidature de son poulain du même parti : Jean-Pierre Fabre ; Recevant chez lui à Paris une délégation du pouvoir dictatorial aux abois pour négocier unilatéralement en catimini sur le dos du Peuple Souverain, trainant des pieds lors de ses participations aux actions populaires organisés par le FRAC (front républicain pour l'alternance et le changement)...

Jusqu'à ce fameux jour « historique » où gagnant le meeting sur la plage de Lomé escorté par la police, il sera lynché par la population furieuse des signes de trahison du « Fils du Père » ! Ceci est la deuxième fracture.

Malgré « l'abandon » du plus connu des opposants, la contestation populaire est de grande envergure dans la capitale sous formes de marches pacifiques, de veillées de prières spirituelles.

Si ce n'est les intimidations et les actes de malveillance des forces de police financées par la France et l'U.E., cette contestation populaire aurait déjà gagné toutes les villes de l'intérieur du pays.

3/ Les métastases de la Résistance :

Depuis le mois de mars 2010 l'opposition togolaise a réalisé une prouesse « patriotique » en faisant « l'Union Sacrée » autour du candidat du changement Jean-Pierre Fabre, selon la volonté du Peuple.

La diaspora togolaise et les amis du Togo ne sont pas les derniers dans cette dynamique qui ressemble à cette dernière chance pour stopper le processus de « monarchisation » de la « françafrrique », après le Gabon, le Togo rentre dans l'ère du « royaume-bananier ». Pourtant le Peuple ne s'en laisse pas compter et tel un métronome engage le rythme des actions au Togo et dans le Monde.

En effet, de multiples « filiales » de « l'Ablodé »* agissent de par le Monde, tel un jeune polonais qui entame une grève de la faim, tels autres rencontrent les députés européens à Bruxelles, d'autres

manifestent devant la Maison Blanche et les locaux de l'O.N.U. Etc... Ces « métastases » de la lutte sont les résurgences de l'abandon de ce Peuple par la Communauté internationale qui a décidé de passer outre les multiples adoucissements « collabos » et d'engager la lutte finale !

Car les schémas proposés par les pays bailleurs de fonds tels « l'évolution palliative vers la démocratie » ne sont plus tolérés par les populations qui croupissent depuis des années dans l'indignité « d'un plat/jour » et du chômage trans-générationnel.

Le risque le plus évident dans ce cas de figure est que pour les prochaines élections législatives, il n'y ait plus personne pour aller voter et que le taux d'abstention dépasse même certaines villes françaises lors des dernières régionales où plus de 70% d'électeurs étaient restés chez eux !

D'ailleurs il est pertinent de se poser la question de cette démarche palliative vers la démocratie proposée par les pays européens où la plupart des dirigeants ont le même souci de légitimité populaire puisque certains gouvernent avec seulement 15% de l'électorat !

Comme en Thaïlande, au Kirghizstan, en Grèce en ce moment où ce sont les tenants du pouvoir « mafieux » qui pillent les deniers du Peuple qui n'a pas d'autre choix pour sortir de la misère entretenue que de se révolter en s'unissant. Les leaders de l'opposition togolaise n'ont pas le choix devant le Peuple décidé, l'unique horizon est : « Marche ou crève ! ».

4/ Les perspectives de l'Espérance Populaire :

Suite à la prestation de serment du 03 mai, la dictature togolaise pensait que « le soufflé » de contestation allait retomber, que les principaux opposants allaient quémander des postes dans le nouveau gouvernement « d'Union Nationale »,

C'est oublier de prendre en compte la détérioration du tissu social et économique du pays qui se retrouve dernier dans ce domaine dans la région, au bout de 5 ans de pouvoir du jeune dictateur après avoir assassiné plus de 500 compatriotes, blessés, amputés, handicapés, violés et exilés encore à ce jour des dizaines de milliers !

Chaque famille togolaise a en son sein une ou un martyr de la dictature de la famille Gnassingbé, alors se pose cette question cruciale : Comment un Peuple peut-il voter à plus de 60% pour son bourreau ?

C'est aussi rappeler que le pari de Faure Gnassingbé, qui avait affirmé qu'il allait organiser des élections transparentes, qui ne prêtent d'aucunes discussions dans ses résultats comme au Ghana, au Sénégal est totalement perdu !

Enfin, en cette année du cinquantenaire de l'Indépendance du Togo ; les compteurs de la mémoire collective populaire s'est remis à zéro, dans la majorité des esprits des résistants, la lutte pour la 2ème Indépendance ne fait que commencer !

Le Peuple Incandescent en marche pour retrouver sa dignité perdue. Cette fois encore le Togo est en train d'écrire l'Histoire de l'Afrique à son échelle, en lettres de feu, elle grave dans ces chaînes castratrices, l'émancipation victorieuse du chemin de

L'Ablodé 2010 pour tout le Peuple d'AFRICA !

Pour Afriques en luttés,

Mathieu CICHOCKI

Fait à Lomé le 20 mai 2010

*Indépendance



Politique Difficile constitution du G.L.O : Faure Gnassingbé à bout de patience

Deux semaines après la reconduction de Gilbert Houngbo, au poste de Chef de Gouvernement, Le Togo n'a toujours pas son nouveau Gouvernement. Annoncé par Faure Gnassingbé pour être un Gouvernement de Large Ouverture (G.L.O), la nouvelle équipe de Houngbo II peine à voir le jour. Malgré l'accord de principe donné par Gilchrist Olympio qui a fini par obtenir sept portefeuilles, selon certaines indiscretions, l'annonce de la composition attendue au journal de 20 heures sur la TVT, a été une fois encore reportée.

De source proche du leader de l'UFC, ce dernier a rejoint discrètement, la capitale ghanéenne, sans avoir donné son dernier accord. Des divergences persisteraient sur la répartition des postes de préfets des directions des sociétés d'Etat. Sans oublier que Gilchrist Olympio a communiqué au chef de gouvernement, les noms de certains cadres de son parti, sans les avoir consulté, alors même que le Bureau politique du parti, ne semble pas disposé à entrée sans un accord global, dans un gouvernement. Gilchrist Olympio redouterait également la réaction des femmes du parti, après une annonce du nouveau gouvernement, comportant des ministres de l'UFC, sans l'accord du Bureau politique et de Jean-Pierre Fabre, candidat du parti, à la dernière élection.

Une situation qui a le don de vexer les dirigeants de l'ancien parti unique. « Le Premier ministre a fait tout ce qu'il pouvait pour créer les conditions de la constitution d'une équipe de large union, mais il ne peut attendre éternellement alors que le pays a un besoin impérieux de poursuivre la politique de réformes et d'hommes pour la conduire. L'UFC devra donc donner très rapidement sa réponse au risque de voir le train partir sans lui », publie le site, www.republicoftogo.com, proche de la Présidence de la république.

Bien d'observateurs se posent des questions sur la position actuelle de Gilchrist Olympio connu pour ses revirements. Avec le refus du FRAC, de OBUTS et du CAR, de répondre favorablement à l'appel de Faure Gnassingbé, le Premier ministre aura du mal à former un gouvernement représentatif. Sans compter que le FRAC continue par organiser des manifestations pour contester la réélection de Faure Gnassingbé.

Ce vendredi au quartier Bè, des jeunes se préparent pour la marche de protestation de demain samedi. Ils confectionnent des pancartes et banderoles, à cet effet. « Nous allons démontrer demain à Faure Gnassingbé, qu'il ne pourra pas faire l'économie d'un dialogue franc et honnête avec le FRAC et l'OBUTS », explique un étudiant, rencontré avec d'autres jeunes visiblement déterminés. Les jeunes exigent également la libération des jeunes arrêtés suite aux échauffourées qui ont suivi la dispersion par la police, d'une séance de prières du FRAC.

Visiblement la nouvelle d'une demande par la procureur de la république, de la levée de l'immunité parlementaire de Patrick Lawson, 1er vice-président de l'UFC, pour avoir allégué la perte d'une somme de 22.0500.000 Frs, à leur siège suite à une intervention de la gendarmerie, ainsi que le viol d'une femme, fait monter la tension, auprès des jeunes de l'UFC.

Vendredi, 21 Mai 2010

Politique Patrick Lawson bientôt devant le tribunal

Le procureur de la République a saisi le président de l'Assemblée Nationale pour la levée de l'immunité parlementaire de l'honorable député de l'UFC Patrick Lawson. Cette demande fait suite à la plainte déposée par la Gendarmerie nationale pour diffamation dont l'auteur n'est autre que Patrick Lawson. Celui-ci accusait la Gendarmerie de vol d'une somme de 22.500.000 et d'attouchements vaginaux des femmes au cours d'une descente au siège de l'UFC.

A l'issue d'une veillée de prière satanique que les autorités ont interdite et suite aux informations faisant état de la présence au siège du parti d'individus venus du camp d'Agamé (République du Bénin), la Gendarmerie avait procédé à une interpellation de tous ceux qui étaient présents sur les lieux, y compris les femmes et deux responsables de l'UFC, en l'occurrence Jean Eklu et Robert Olympio. Après leur libération, le vice-président de l'UFC et porte-parole du FRAC, Patrick Lawson avait ameuté les journalistes pour faire une déclaration dans laquelle il accusait la Gendarmerie d'attouchements vaginaux et de vol d'une somme de 22.500.000 FCFA. Cette déclaration avait amené la Gendarmerie à réagir à travers un point de presse au cours duquel elle avait apporté un démenti catégorique à ces allégations tout en indiquant porter plainte pour laver son honneur.

Aujourd'hui, c'est chose faite, la Gendarmerie a saisi le parquet qui demande donc la levée de l'immunité parlementaire de Patrick Lawson afin de permettre à ce mythomane d'apporter les preuves de ses allégations. Aussi curieux que cela puisse paraître, la dame qui a joué à la victime a disparu de la circulation et les journalistes du FRAC n'en parlent même plus. Violer une femme en plein jour et devant tout un monde (puisqu'elle faisait partie des 70 personnes interpellées) est tout simplement extraordinaire. La femme en question n'a-t-elle pas, en effet, déclaré que c'est au moment de monter dans le camion de la Gendarmerie que l'agent a mis ses doigts dans son vagin ? Ce qui veut dire que au moment où elle montait dans le camion, d'autres personnes étaient déjà à bord et d'autres encore attendaient. A quel moment alors l'acte a-t-il été commis sans que personne ne voie ? Même dans sa déposition, l'un des responsables de l'UFC, Jean Eklu, a décrit l'interpellation des militants sans jamais mentionner le cas de viol et de vol. Il est impérieux pour les Togolais de connaître la vérité à travers un procès équitable afin de situer les uns et les autres.

En tout cas, si Patrick Lawson s'est juste contenté d'allégations au lieu de porter plainte pour viol de sa militante, c'est qu'il est convaincu que c'est un gros mensonge destiné à ternir l'image de la Gendarmerie qui a fait son travail d'une manière professionnelle depuis le début du processus électoral jusqu'à ce jour. Après avoir vainement cherché des morts pour amener la communauté internationale et se faire mieux entendre à travers le monde entier, le FRAC a fabriqué cette affaire de viol de toutes pièces en pensant atteindre son objectif. Désolé pour le FRAC, ça n'a pas marché !

Vendredi, 21 Mai 2010 16:37

A.D.

Source: Chronique de la Semaine

Politique Formation du gouvernement HOUNGBO II : L'UFC entre avec 7 (SEPT) portefeuilles

Les Togolais sont dans l'attente du prochain gouvernement et s'interrogent sur la couleur qu'il prendra.

Après sa reconduction à son poste, le Premier ministre Gilbert Fossoun Hounbo a procédé aux consultations des partis politiques afin de former un gouvernement de large ouverture politique conformément au vœu du président de la République. Si certaines formations politiques ont décliné l'offre, notamment le CAR, l'OBUTS, etc. l'UFC de Gilchrist Olympio a ouvert sa porte aux discussions afin de déterminer les modalités de son entrée au gouvernement. Evidemment, l'UFC a posé certains préalables, notamment l'obtention de certains postes de souveraineté tels que la Défense, la Sécurité, les Affaires étrangères, la Communication, la Justice, les Finances. A l'issue de la rencontre que le président national de l'UFC, Gilchrist Olympio, et son conseiller particulier, Jean-Luc Homawoo, ont eue avec le président Faure Gnassingbé le mardi dernier, l'UFC s'en sort avec sept portefeuilles, à savoir les Affaires étrangères, la Communication, le Tourisme, l'Enseignement Supérieur, l'Enseignement technique, les Droits de l'homme et l'Aménagement du territoire. Avec ces sept portefeuilles, les cadres de l'UFC vont pour la première fois s'exercer à la fonction de ministre et contribuer ainsi à la construction du Togo, notre cher pays. D'ores et déjà, des noms circulent au niveau de l'UFC, parmi lesquels un certain Aimé Gogué, membre actif du FRAC, Djovi Gally qui ne rêvait que de cela, Ohin, Homawoo Jean-Claude, membre de la CENI, Djabacté, etc.

Les manœuvres du mauvais perdant Jean-Pierre Fabre

Le candidat malheureux au scrutin de 04 mars devenu président de la plage ne cesse de monter des stratagèmes pour bloquer l'entrée de l'UFC au gouvernement. Le mardi dernier, un groupuscule de femmes à la solde de Jean-Pierre Fabre a pris d'assaut le domicile de Gilchrist Olympio pour, disent-elles, empêcher l'entrée de l'UFC au gouvernement. Elles ont fait du tapage inutile devant la maison de Gilchrist avant de quitter les lieux. Pour réussir leur manœuvre, Jean-Pierre Fabre et ses acolytes mettent à contribution des journalistes acquis à la cause du FRAC et qui bénéficient du financement de la diaspora pour vilipender Gilchrist Olympio à travers leur support en le traitant de tous les noms d'oiseaux. Jean-Pierre Fabre et ses comparses fabriquent aussi des rumeurs qu'ils distillent au sein de la population. Pour eux, l'UFC ne doit pas faire l'expérience du gouvernement. Elle doit plutôt rester engagée derrière un certain Jean-Pierre Fabre pour revendiquer sa prétendue victoire en marchant chaque samedi et en allant allumer des bougies chaque mercredi à l'Eglise Méthodiste d'Ahanoukopé. Aux dernières nouvelles, le président de la plage, Jean-Pierre Fabre, a monté un groupe de jeunes qui ont pour mission de s'attaquer aux militants de l'UFC qui entreront dans le gouvernement. Ils s'en prendront aux biens de ces rénovateurs, notamment en brûlant leurs maisons ou en cassant leurs véhicules. Ainsi va la république que Jean-Pierre Fabre compte créer et où tous ceux qui n'ont pas la même vision que lui sont voués aux gémonies. En tout cas, les propos du colistier de Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson qui déclarait sur TV7 que les démarches entreprises par le président national de l'UFC n'engagent que lui, laissent apparaître leur désarroi. Finalement, on se demande qui est prépondérant entre le président du parti qui finance toutes les activités et un pauvre premier vice-président et un secrétaire général qui étaient tous deux des salariés de Gilchrist Olympio? Gilchrist ne prend pas des décisions seul contrairement à ce que font croire les journalistes du FRAC. Même si Jean-Pierre Fabre peut se targuer de disposer de la majorité des membres du bureau, le président national a à ses côtés d'autres membres qui lui sont restés fidèles. Après une élection présidentielle dont la communauté internationale a salué la transparence et l'équité, et après avoir consulté sa base, notamment les responsables des fédérations du parti, le président national de l'UFC a bien fait de choisir la voie de la raison, celle de participer à la reconstruction du pays en abandonnant son égo. Le secrétaire général de l'UFC ferait mieux de lui emboîter le pas en abandonnant ses marches de samedi qui ne peuvent rien lui apporter. Dans tous les cas, le Togo évoluera avec ou sans lui.

ALIZIOU Dominique

Source: Chronique de la Semaine

Sécurité La styliste Mame Faguèye Bâ « enlevée » au Togo a été retrouvée



« C'est dans une maison située à Aveposso dans la banlieue de Lomé que la styliste a été retrouvée par les policiers. Mame Faguèye Bâ est présentement dans les locaux de la police de Lomé où elle se repose avant d'être soumise à un interrogatoire », selon l'agence de presse.

D'autres sources disent qu'elle a été retrouvée dans un état lamentable et a dîné chez un de nos compatriotes.

Les policiers ont interpellé « quelques suspects » et sont à la recherche du cerveau des ravisseurs qui détenaient depuis jeudi la styliste sénégalaise, selon l'APS. Cette dernière s'était rendue à Lomé pour négocier un contrat avec des Sierra léonnais.

Vendredi matin, le ministère sénégalais des Affaires étrangères avait dans un communiqué évoqué « l'enlèvement à Lomé (Togo) de cinq personnes dont Mame Faguèye (Bâ), styliste ».

Aucune précision n'a été apportée vendredi soir sur le sort des quatre autres personnes « enlevées » avec la styliste. Mame Faguèye Bâ est styliste et costumière de cinéma. Basée à Dakar, elle a ouvert en 2001 l'Espace Faguèye, un espace culturel « qui fédère plus de 50 artistes qui travaillent à de nouvelles émergences artistiques », selon le site internet de cet espace.

Elle a, comme costumière de cinéma, participé à de nombreux films dont « Tableau Ferraille » de Moussa Sène Absa, « Karmen » de Jo Ramaka Geï, « le Prix du Pardon » de Mansour Sora Wade, « un Amour d'enfant » de Bène Diogaye Bèye, selon la même source. Elle a été sacrée meilleure styliste d'Afrique de l'Ouest lors du festival Ecofest organisé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), au Nigeria en 2002.

Ferloo avec Afp

Source: Ferloo.com

leParisien.fr Solidarité GARGES-LÈS-GONESSE Elle va gérer un dispensaire au Togo



Si Olivia Tayoro part le 5 juin pour une mission de deux ans en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas un hasard, du moins pas complètement. « J'ai toujours voulu travailler à l'étranger », confie la jeune fille de la cité de la Muette à Garges-lès-Gonesse, qui est depuis octobre dernier diplômée à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis) d'une maîtrise de psychologie interculturelle.

« J'étais assez intéressée par le volontariat, mais pas particulièrement par l'Afrique, bien que mon père en soit originaire. J'étais davantage tentée par l'Amérique latine, notamment le Pérou. Je me suis tout de même portée candidate parce que la Délégation catholique pour la coopération (DCC) est l'un des rares organismes qui me permettait de partir presque tout de suite et en même temps d'engager une réflexion sur mes convictions spirituelles, auxquelles j'attache beaucoup d'importance », explique Olivia, qui a d'ailleurs été sensibilisée à l'humanitaire grâce à une rencontre dans la paroisse qu'elle fréquente à Garges.

D'ici peu, la jeune femme de 27 ans va donc s'envoler pour un petit village « très pauvre » situé à deux heures et demie de route de la capitale du Togo, Lomé, où elle sera gestionnaire d'unité de [santé](#) dans un dispensaire. Ce qui ne va pas être simple, puisqu'elle va devoir encadrer seize personnes, parmi lesquelles du personnel soignant et des bonnes sœurs, pour la plupart plus âgées qu'elle. En outre, elle sait que « le dispensaire a de nombreux problèmes d'organisation et la fréquentation diminue depuis deux ans ».

Dans ce dispensaire, les patients sont principalement traités pour des cas de sida, de tuberculose, de maladies dues à la malnutrition. Il s'y pratique aussi quelques accouchements. Il est concurrencé par d'autres établissements apparus récemment, et surtout par « les coutumes locales ». Le Togo constitue avec le Bénin le berceau de la religion vaudou, autant dire qu'Hippocrate n'y est pas toujours vu d'un bon œil.

S'ajoute à cela la barrière de la langue. Le français est la langue officielle au Togo mais, en zone rurale, sa maîtrise n'est qu'approximative. « J'ai commencé à apprendre l'éwé, le dialecte local, mais ce n'est pas simple, le sens d'un mot peut complètement différer selon le ton employé », explique Olivia.

Attirée depuis toujours par l'inconnu, elle reconnaît qu'elle ne sait « vraiment pas où (elle va) tomber ». Ce qui ne l'inquiète pas, au contraire, elle est impatiente de partir. Comme les 35 autres volontaires recrutés par la DCC, qui partiront entre six mois et deux ans dans une vingtaine de pays en développement. La DCC, qui est la première association française d'envoi de volontaires de solidarité internationale, en compte actuellement plus de 300 répartis dans 55 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Grégory Plesse | 21.05.2010, 00h00

www.ladcc.org.